

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 88 DU 30 NOVEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2008

NOR : ASET0751299M

IDCC : 1000

Entre :

La confédération nationale des avocats employeurs (CNAE) ;
La chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA) ;
La délégation patronale de la fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA) ;
L'union professionnelle des sociétés d'avocats (UPSA) ;
Le syndicat des employeurs des avocats conseils d'entreprises (SEACE) ;
Le syndicat Avenir des barreaux de France patronal (ABFP) ;
Le syndicat des avocats de France (SAFE),

D'une part, et

La fédération professions judiciaires CFDT ;
La fédération des employés et cadres (FEC) CGT-FO ;
La fédération nationale des sociétés d'études et de conseil et de prévention CGT ;
Le syndicat national du personnel d'encadrement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes (SPAAC) CFE-CGT ;
Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires et juridiques (SNECPJJ) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Minima conventionnels

Les signataires du présent avenant décident, à compter du 1^{er} janvier 2008, de fixer les salaires minima comme suit :

Le salaire minimal mensuel du :

- coefficient 207 est fixé à 1 310 € ;
- coefficient 215 est fixé à 1 350 € ;
- coefficient 225 est fixé à 1 380 €.

Les salaires minima mensuels des coefficients 240 à 560 sont augmentés de 2,6 %.

Grille des salaires minima mensuels

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE minimal au 1 ^{er} janvier 2008	VALEUR du point
IV	207	1 310,00	6,33
	215	1 350,00	6,28
	225	1 380,00	6,13
	240	1 413,60	5,89
III	240	1 413,60	5,89
	250	1 471,89	5,89
	265	1 560,21	5,89
	270	1 589,63	5,89
	285	1 677,95	5,89
	300	1 766,26	5,89
	350	2 060,65	5,89
II	385	2 266,73	5,89
	410	2 413,92	5,89
	450	2 656,79	5,90
	480	2 826,03	5,89
I	510	3 002,66	5,89
	560	3 297,04	5,89

Il est rappelé que 13 mensualités doivent être payées en application de l'article 12, modifié par l'avenant n° 46 de la convention collective.

Fait à Paris, le 30 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)